

No. 39819

**France
and
Gabon**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Gabonese Republic on transboundary movements of hazardous wastes and their disposal. Libreville, 12 February 2003

Entry into force: *14 May 2003 by notification, in accordance with article 10*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 13 January 2004*

**France
et
Gabon**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise sur le transfert transfrontière de déchets dangereux et leur élimination. Libreville, 12 février 2003

Entrée en vigueur : *14 mai 2003 par notification, conformément à l'article 10*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 13 janvier 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE SUR LE
TRANSFERT TRANSFRONTIÈRE DE DÉCHETS DANGEREUX ET
LEUR ÉLIMINATION

Le Gouvernement de la République française, Etat d'importation, représenté par M. Philippe Selz, Ambassadeur, Haut Représentant de la République française en République gabonaise, d'une part,

Le Gouvernement de la République gabonaise, Etat d'exportation, représenté par M. Emile Doumba, Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche, chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature, d'autre part,

Conscients de la menace croissante que représente pour la santé humaine et l'environnement la présence sur un territoire de déchets dangereux non éliminés de manière appropriée;

Conscients des dommages que les mouvements transfrontières de déchets dangereux peuvent causer à la santé humaine et à l'environnement;

Considérant que les mouvements transfrontières de déchets dangereux ne devraient être autorisés que si :

L'Etat d'exportation ne dispose pas des moyens techniques et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces;

Ces mouvements sont effectués dans des conditions ne présentant aucun danger pour la santé humaine et l'environnement;

Le transport et l'élimination finale de ces déchets dans une installation sise sur le territoire de l'Etat d'importation sont écologiquement rationnels;

Notant que la République gabonaise ne dispose pas de telles installations, ni de sites d'élimination pour les déchets, substances et articles contenant, consistant en ou contaminés par des diphényles polychlorés (PCB), du plomb, du cadmium, de l'amiante ainsi que des déchets toxiques en quantités dispersées (déchets de laboratoires);

Notant également l'existence sur le territoire français de telles installations, propres à traiter ces déchets, substances et articles de manière écologiquement rationnelle;

Considérant le caractère ponctuel des mouvements transfrontières des déchets, substances ou articles contenant, consistant en ou contaminés par les produits susmentionnés dans le contexte d'une disparition progressive de l'utilisation de ces substances ou d'une gestion plus rationnelle;

Considérant que les procédures d'instruction des demandes d'autorisation d'importation en France sont celles prévues dans les articles 20 et 28 à 31 du règlement (CEE) 259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne;

Se référant également aux articles 19 et 27 dudit règlement (CEE) 259/93;

Se référant à la Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, et notamment son article 11, ainsi que ses articles 4 (paragraphe 2, 3 et 7), 8, 9, 10 et 13;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Le présent Accord s'applique exclusivement aux déchets, substances et articles contenant, consistant en ou contaminés par des PCB, du plomb, du cadmium, de l'amiante ainsi que des déchets toxiques en quantités dispersées (déchets de laboratoire) dont le Gouvernement de la République gabonaise garantit qu'ils ont été produits sur le territoire gabonais et dont l'élimination est prévue dans des installations sises sur le territoire de la République française.

Article 2

Les mouvements transfrontières des déchets visés à l'article 1er du présent Accord entre les territoires gabonais et français s'effectuent conformément à des principes de gestion écologiquement rationnelle identiques à ceux prévus par la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination et au règlement (CEE) 259/93 du Conseil, du 1er février 1993, concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne. Par gestion écologiquement rationnelle, le présent accord entend toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets.

Article 3

Le Gouvernement de la République gabonaise s'engage à ce que les transferts de déchets visés à l'article 1 du présent accord s'effectuent dans des conditions identiques ou équivalentes à celles prévues par les articles 4, paragraphes 2, 3 et 7 et les articles 6 et 8 de la convention de Bâle et les articles 25 et 26, paragraphe 1 du règlement 259/93.

Article 4

Le Gouvernement de la République gabonaise veille à ce que soient souscrites des polices couvrant les incidents pouvant survenir lors du transfert desdits déchets jusqu'au lieu de leur élimination.

Article 5

Dans le cadre du présent Accord, le Gouvernement de la République gabonaise met en place un régime d'autorisation d'exportation dans des conditions identiques ou équivalentes

à celles prévues par l'article 6 de la convention de Bâle et les articles 20, 27 et 31 du règlement communautaire 259/93. Il désigne le Ministre chargé de l'environnement et de la protection de la nature comme autorité compétente pour la gestion des autorisations d'exportation de déchets, substances ou articles visés à l'article 1er du présent Accord, vers une des installations sises sur le territoire de la République française.

Article 6

Le présent accord, pris en application de l'article 19, paragraphe 1 b) quatrième tiret du règlement communautaire 259/93, sera limité à une période de deux ans courant à partir de son entrée en vigueur.

Article 7

Le présent Accord sera notifié à la Commission européenne, conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2 du règlement communautaire 259/93. Il sera notifié, en outre, au secrétariat de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, de ladite Convention.

Article 8

En cas de différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties s'efforcent de résoudre ce différend par voie de négociation ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

Si les Parties ne parviennent pas à résoudre un différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, l'une d'entre elles peut demander à l'autre de soumettre la résolution de ce différend à une procédure d'arbitrage, qui se déroule conformément à un compromis d'arbitrage négocié entre les deux Parties.

Article 9

Une Partie peut exprimer son intention de mettre fin au présent Accord en notifiant cette intention à l'autre Partie par voie diplomatique. L'Accord prend fin soixante jours après la réception de cette notification.

Article 10

Chacune des Parties notifie à l'autre Partie l'accomplissement des formalités d'approbation du présent Accord qui entrera en vigueur à la date de réception de la dernière notification.

Fait en double exemplaire en langue française, à Libreville, le 12 février 2003.

Pour le Gouvernement de la République française :

PHILIPPE SELZ
Ambassadeur de France
Haut Représentant de la
République française en République gabonaise

Pour le Gouvernement de la République gabonaise :

EMILE DOUMBA
Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche,
chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GABONESE REPUBLIC ON TRANSBOUNDARY MOVEMENTS OF HAZARDOUS WASTES AND THEIR DISPOSAL

The Government of the French Republic, the State of import, represented by Mr. Philippe Selz, Ambassador, High Representative of the French Republic in the Gabonese Republic, on the one hand,

The Government of the Gabonese Republic, the State of export, represented by Mr. Emile Doumba, Minister of Forest, Water and Fishing Resources, responsible for the environment and the protection of nature, on the other hand,

Aware of the growing threat to human health and the environment posed by the presence in a State's territory of hazardous wastes not properly disposed of;

Aware of the damage which transboundary movements of hazardous wastes may cause to human health and the environment;

Considering that transboundary movements of hazardous wastes should not be authorized unless:

The State of export does not have the technical capacity and the necessary facilities or suitable sites in order to dispose of the wastes in question in an environmentally sound and efficient manner;

Such movements are undertaken under conditions which pose no threat to human health and the environment;

The transport and final disposal of such wastes in a facility located in the territory of the State of import are environmentally sound;

Noting that the Gabonese Republic does not possess any such facilities or disposal sites for wastes, substances and articles containing, consisting of or contaminated by polychlorinated biphenyls (PCBs), lead, cadmium, asbestos or toxic wastes in dispersed quantities (laboratory wastes);

Noting also the existence in French territory of facilities, suitable for treating such wastes, substances and articles in an environmentally sound manner;

Considering the limited character of transboundary movements of wastes, substances or articles containing, consisting of or contaminated by the above-mentioned products in the context of gradual elimination of the use of such substances and more sound management thereof;

Considering that the procedures for processing requests for authorization to import waste into France are specified in articles 20 and 28 to 31 of European Council Regulation (EEC) No. 259/93 of 1 February 1993 on the supervision and control of shipments of waste within, into and out of the European Community;

Referring also to articles 19 and 27 of the said Regulation (EEC) 259/93;

Referring to the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal, in particular article 11, as well as article 4, paragraphs 2, 3 and 7, and articles 8, 9, 10 and 13;

Have agreed to the following:

Article 1

This Agreement shall apply exclusively to wastes, substances and articles containing, consisting of or contaminated by PCBs, lead, cadmium and asbestos as well as toxic wastes in dispersed quantities (laboratory wastes) which the Government of the Gabonese Republic guarantees were produced in Gabonese territory and are intended for disposal in facilities located in the territory of the French Republic.

Article 2

The transboundary movements of wastes described in article 1 of this Agreement between the territory of Gabon and the territory of France shall follow environmentally sound management principles identical to those set out in the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal and European Council Regulation (EEC) 259/93 of 1 February 1993 on the supervision and control of shipments of waste within, into and out of the European Community. For the purposes of this Agreement, environmentally sound management shall mean all practical measures to ensure that dangerous wastes or other wastes are managed in such a way as to guarantee protection of human health and the environment against the possible harmful effects of such wastes.

Article 3

The Government of the Gabonese Republic commits itself to ensuring that transfers of wastes described in article 1 of this Agreement are carried out in conditions identical or equivalent to those set out in article 4, paragraphs 2, 3 and 7, and articles 6 and 8 of the Basel Convention and articles 25 and 26, paragraph 1, of Regulation 259/93.

Article 4

The Government of the Gabonese Republic shall ensure that insurance policies are taken out to cover incidents which may arise during transfer of those wastes up to their disposal point.

Article 5

Pursuant to this Agreement, the Government of the Gabonese Republic shall establish an export authorization regime under conditions identical or equivalent to those set out in article 6 of the Basel Convention and articles 20, 27 and 31 of European Council Regulation 259/93. It shall designate the Minister responsible for the environment and the protection of nature as the competent authority for the management of authorizations to export wastes,

substances or articles described in article 1 of this Agreement to one of the facilities located in the territory of the French Republic.

Article 6

This Agreement, concluded in accordance with article 19, paragraph 1 (b), fourth indent of European Council Regulation 259/93, shall be limited to a period of two years commencing on the date of its entry into force.

Article 7

This Agreement shall be notified to the European Commission in accordance with the provisions of article 19, paragraph 2, of European Council Regulation 259/93. It shall also be notified to the secretariat of the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal, in accordance with the provisions of article 11, paragraph 2, of that Convention.

Article 8

In the event of a dispute between the Parties with regard to the interpretation or implementation of this Agreement, the Parties shall endeavour to settle the dispute through negotiations or through other peaceful means of their choice.

If the Parties are unable to settle the dispute by the means indicated in the preceding paragraph, one of them may ask the other to submit the settlement of the dispute to an arbitral procedure, which shall be conducted in accordance with an arrangement regarding arbitration negotiated between the two Parties.

Article 9

One Party may indicate its intention to terminate this Agreement by so notifying the other Party through the diplomatic channel. The Agreement shall terminate 60 days after receipt of such notification.

Article 10

Each Party shall notify the other Party of the completion of the formalities for approval of this Agreement, which shall enter into force on the date of receipt of the last such notification.

Done at Libreville, in two copies, in the French language, on 12 February 2003.

For the Government of the French Republic:

PHILIPPE SELZ

Ambassador of France

High Representative of the French Republic
in the Gabonese Republic

For the Government of the Gabonese Republic:

EMILE DOUMBA

Minister of Forest, Water and Fishing Resources,
responsible for the environment and the protection of nature

